



## Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact

Par [Grain](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Mondialisation.ca, 25 juillet 2016

[grain.org](http://grain.org) 12 juillet 2016

***Huit ans après la publication de son premier rapport sur l'accaparement des terres, qui a inscrit cette question à l'ordre du jour international, GRAIN publie un nouvel ensemble de données qui offre des précisions sur près de 500 cas d'accaparement des terres dans le monde entier.***

(Photo: Les Amis de la Terre International)

En octobre 2008, GRAIN a publié un rapport intitulé « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière ». Il exposait comment une nouvelle vague d'accaparement des terres balayait la planète sous prétexte de répondre aux crises alimentaire et financière mondiales. « D'un côté, écrivions-nous, des gouvernements préoccupés par l'insécurité alimentaire qui recourent à des importations pour nourrir leurs populations s'emparent de vastes territoires agricoles à l'étranger pour assurer leur propre production alimentaire offshore. De l'autre, des sociétés agroalimentaires et des investisseurs privés, affamés de profits dans un contexte d'aggravation de la crise financière, voient dans les investissements dans des terres agricoles à l'étranger une source de revenus importante et nouvelle. ».[1] Dans l'annexe au rapport de 2008, nous avons recensé plus d'une centaine de ces transactions foncières d'un type nouveau et de plus en plus fréquentes qui, jusqu'à présent, étaient enfouies dans les pages affaires de journaux comme le Vientiane Times et le Sudan Tribune. Nous ne nous doutions pas qu'en rassemblant simplement ces coupures de presse et ces analyses, ce rapport allait déclencher un formidable intérêt médiatique au niveau international, une vague de militantisme social et de combat politique, sans même parler des épineux problèmes posés aux entreprises concernées.

Huit ans plus tard, nous sommes revenus examiner les données, les multitudes d'informations sur des cas d'accaparement de terres destinées à la production alimentaire que nous avons suivis et évalués. Au cours de ces dernières années, l'équipe de GRAIN et ses alliés dans différentes régions du monde ont effectué un suivi quotidien des médias et d'autres sources d'informations et ont publié des rapports sur l'évolution de l'accaparement des terres sur une plate-forme en accès ouvert, [farmlandgrab.org](http://farmlandgrab.org). Nous nous sommes appuyés sur ce site web pour construire cette base de données qui contient 491 transactions foncières couvrant plus de 30 millions d'hectares dans 78 pays.[2] Cette nouvelle étude montre que, même si certains accords ont été abandonnés en cours de route, le mouvement mondial d'accaparement des terres agricoles est loin d'être terminé.

Au contraire, à de nombreux égards, il s'aggrave, s'étend à de nouveaux horizons et entraîne une intensification des conflits dans le monde entier. Nous espérons que cette base de données actualisée constituera un outil utile pour les mouvements, les communautés, les chercheurs et les militants qui se battent contre l'accaparement des terres et défendent les systèmes alimentaires communautaires.

### **Huit ans plus tard : une évaluation globale**

Le tableau d'ensemble que nous dressons à partir de cette étude est préoccupant. Tout d'abord, la nouvelle tendance que nous évoquions en 2008 s'est poursuivie et s'est aggravée. Si la plupart des pays ne connaissent pas actuellement les énormes flambées des prix des produits alimentaires de base qui avaient déclenché des émeutes en Haïti ou en Égypte en 2008, les prix restent résolument élevés et l'accès à l'alimentation est une lutte quotidienne pour la plupart des gens.[3] Aujourd'hui, la situation est aggravée par l'impact croissant du changement climatique. Les pertes de récoltes dues aux conditions météorologiques extrêmes sont devenues si graves dans des zones comme le sud des Philippines que l'on trouve des agriculteurs dans la rue qui mendient pour se nourrir et sont tués pour cela.[4] Nous disposons même maintenant de preuves supplémentaires que le changement climatique n'est pas provoqué seulement par la combustion du charbon et du pétrole pour les transports et la production d'énergie, mais qu'il l'est aussi par le système alimentaire industriel lui-même et la recherche de profit des entreprises qui est le moteur de son expansion. En fait, le changement climatique et l'accaparement des terres sont inextricablement liés.



Le mouvement mondial d'accaparement des terres agricoles est loin d'être terminé. (Photo : David White)

Certaines des transactions foncières les plus scandaleuses auxquelles nous avons assisté au cours des dernières années se sont depuis retournées contre leurs protagonistes ou ont échoué pour d'autres raisons. En 2009, l'indignation publique à propos du projet de Daewoo sur 1,3 million d'hectares à Madagascar a aidé au renversement du gouvernement, ce qui a conduit à la suspension de la transaction. En 2011, l'assassinat du leader libyen Mouammar Kadhafi a mis fin au projet de riziculture du régime sur 100 000 hectares au Mali. D'autres transactions de grande ampleur ont été révisées à la baisse. Au Cameroun, par exemple,

après de nombreuses protestations, le projet Herakles a été réduit de 73 000 à 19 843 hectares. Certaines transactions se sont transformées en des formes moins directes de prise de contrôle sur les terres. Au Brésil et en Argentine, par exemple, des entreprises chinoises confrontées à l'inquiétude soulevée par l'accaparement de terres par des étrangers ont tenté d'élaborer des accords permettant d'obtenir la production des exploitations agricoles plutôt que l'achat des terres elles-mêmes. De plus en plus, de telles transactions sont qualifiées d'« investissements responsables », mais elles constituent toujours, à de nombreux égards, des accaparements de terres.[5]

Si certaines des pires opérations d'accaparement de terres ont été abandonnées ou revues à la baisse, un certain nombre de nouvelles transactions apparaissent, dont beaucoup constituent le noyau dur des initiatives qui visent à repousser les frontières de l'agriculture industrielle. Nous qualifions ces initiatives de « noyau dur » car les transactions sont de grande ampleur, à long terme et déterminées à éviter les écueils auxquels se sont heurtées les transactions précédentes. Nous classons dans cette catégorie la plupart des projets d'expansion de l'huile de palme en Afrique, ainsi que la progression des fonds de pension et des conglomérats commerciaux qui cherchent à obtenir de nouvelles terres agricoles.[6] De plus en plus, l'accession aux terres agricoles s'inscrit dans une stratégie d'entreprise plus vaste visant à bénéficier des marchés carbone, des ressources minérales, des ressources en eau, des semences, des sols et des services environnementaux.

Au fur et à mesure des vicissitudes des transactions foncières, les politiciens et les états-majors des sociétés s'emploient à faciliter leur réussite. Au lieu d'avoir comme avant une ruée sauvage vers les terres, nous avons maintenant de multiples « cadres » et « principes » sur la façon de procéder à ces transactions tout en minimisant les coûts sociaux et environnementaux. Cependant, toutes ces nouvelles règles sont volontaires et contribuent plus à dissimuler le problème qu'à le résoudre. Beaucoup font valoir que l'essor de l'intérêt politique pour l'accaparement des terres a permis de remettre à l'ordre du jour les débats publics sur la réforme foncière et agraire dans les parlements et les autres instances législatives. Mais le principal objectif de ces procédures réglementaires est toujours l'officialisation des marchés et titres fonciers, dont l'expérience nous indique qu'elle conduira à une plus grande concentration des terres entre les mains d'une petite minorité.[7]

Un aspect positif est que le niveau de résistance et de mobilisation déclenché par ces transactions est radicalement différent de ce qu'il était il y a huit ans. Les populations sont mieux informées et passent à l'action comme jamais auparavant. Il existe de nombreuses coalitions et campagnes contre l'accaparement des terres aux niveaux local, national et régional. Dans bien des endroits, ces luttes convergent et réunissent des agriculteurs, des groupes de migrants, des pêcheurs, des populations autochtones, des éleveurs nomades et d'autres personnes. Ces mouvements élaborent de nouvelles stratégies pour contester les entreprises et les gouvernements et mettre en place une solidarité internationale.

Dans le même temps, des journalistes et d'autres professionnels des médias sont devenus d'importants alliés pour faire connaître ces affaires, parfois au péril de leur sécurité personnelle. Au fur et à mesure que se développe la résistance à l'accaparement des terres, les difficultés et les dangers de l'engagement liés à ce travail s'aggravent. Des militants sont détenus et emprisonnés, des journalistes sont harcelés par des procès en diffamation et même tués, et des dirigeants paysans et autochtones sont régulièrement assassinés. Mais ce travail difficile et courageux est crucial si nous voulons changer le cours de l'accaparement des terres et d'une agriculture dominée par les grands groupes industriels,

et créer un puissant mouvement mondial en faveur de la justice et de la souveraineté alimentaires.

### **Que nous disent exactement ces données ?**

Notre première base de données publiée en 2008 dévoilait environ 100 initiatives lancées à la fois par des gouvernements et des entreprises, dont beaucoup n'en était encore qu'à une phase exploratoire à l'époque.[8] En 2012, nous avons mis à jour cette base de données pour atteindre 400 projets portant sur 35 millions d'hectares.[9]

La base de données de 2016 recense 491 accaparements de terres à grande échelle engagés au cours de la dernière décennie. Ces transactions portent sur plus de 30 millions d'hectares dans 78 pays. Cela signifie que le nombre de transactions foncières continue d'augmenter mais que la croissance a ralenti depuis 2012. Plusieurs des plus grands « méga-projets », notamment, ont sombré, ce qui a abouti à une baisse du nombre total d'hectares concerné. Le problème, cependant, n'est pas en train de disparaître.

Comme pour nos précédentes bases de données, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de toutes les transactions foncières et elle n'est donc pas, à proprement parler, représentative de l'ampleur totale des accaparements de terres dans le monde. Elle s'appuie principalement sur le site web [farmlandgrab.org](http://farmlandgrab.org) et ne prend en compte que les transactions qui :

- ont débuté après 2006,
- n'ont pas été annulées,
- sont menées par des investisseurs étrangers,
- sont destinées à la production de cultures alimentaires et
- portent sur des superficies de terres importantes (> 500 hectares)

On trouvera ci-après les principales conclusions que nous avons tirées de cette base de données nouvelle et améliorée mais nous espérons que d'autres analyseront les données eux-mêmes et nous les y encourageons.



Quand la sécheresse frappe, les communautés qui vivent près des plantations voient leur accès à l'eau s'évaporer. (Photo : New Mandala)

## ***Malgré l'échec de nombreuses transactions, le problème est réel***

Le choc des premières années du mouvement mondial d'accaparement des terres s'est atténué. On n'entend plus parler dans l'actualité de diplomates faisant des allers-retours depuis les pays du Golfe pour conclure avec des pays agricoles pauvres des accords portant sur un demi-million d'hectares. On ne voit plus beaucoup d'hommes d'affaires opportunistes proposer des investissements dans les terres agricoles de pays lointains aux responsables de fonds de pension. On n'entend plus parler, non plus, de certaines sociétés qui ont conclu d'importants accords portant sur des dizaines, voire même des centaines de milliers d'hectares, avec l'ambition de faire partie des plus grandes multinationales de l'agroalimentaire.

Le groupe indien Siva, par exemple, a accumulé un portefeuille de près d'un million d'hectares de terres agricoles pour des plantations de palmiers à huile en seulement quelques années. La société doit maintenant suivre des procédures de faillite aux Seychelles. Foras, la branche privée de la Banque islamique de développement, offre un autre exemple : alors qu'elle était sur le point d'acquérir 700 000 hectares de terres agricoles dans toute l'Afrique pour un énorme projet de riziculture, elle a disparu. Même Karuturi, dont la concession de 300 000 hectares en Éthiopie faisait un exemple emblématique des nouveaux propriétaires agricoles, n'a pas le moindre résultat à présenter. Son entreprise de fleurs au Kenya a été liquidée et ses exploitations éthiopiennes sont inactives depuis deux ans.

Nous avons supprimé et placé dans un tableau différent 126 transactions qui ont échoué. Le grand nombre des projets abandonnés témoigne de la frénésie qui a surgi en 2008, dont une grande partie s'est retournée contre ses protagonistes. Qu'il relève de l'incompétence, de l'arrogance, de l'inexpérience ou d'une mauvaise planification, cet effondrement aide à expliquer pourquoi le développement des transactions foncières s'est ralenti depuis 2012 et pourquoi le nombre total d'hectares a baissé.

## ***La stratégie de sécurité alimentaire est toujours un facteur à l'origine des transactions sur les terres agricoles***

Intervenant immédiatement après une crise mondiale des prix alimentaires, la première vague de transactions sur les terres agricoles a largement été motivée par des préoccupations liées à la « sécurité alimentaire ». Lors des premières négociations, l'attention des médias s'est en grande partie fixée sur la géopolitique, en diffusant des images de riches cheikhs dépouillant de leurs terres de pauvres paysans affamés au Mali ou au Pakistan afin d'exporter des produits alimentaires vers leurs pays d'origine. Notre nouvelle base de données offre une vision quelque peu plus complexe, dans la mesure où un certain nombre de cas actuels d'accaparement de terres impliquant des sociétés chinoises ou japonaises ou les États du Golfe, n'ont pas grand lien avec les stratégies de sécurité alimentaire des gouvernements de leurs pays d'origine.

La recherche de sécurité alimentaire n'a toutefois pas complètement disparu de la problématique de l'accaparement des terres. Malgré leur difficultés initiales, les gouvernements du Golfe continuent de promouvoir la production agricole en dehors du pays, et la création et l'achat d'exploitations à l'étranger. Hassad Food, par exemple, la branche agroalimentaire du fonds souverain qatari et l'une des premières entreprises du Golfe à s'être intéressée à l'agriculture à l'étranger, commence même à s'inquiéter de la concurrence sur les terres agricoles disponibles.[10] Quiconque doute du sérieux des

sociétés du Golfe devrait regarder la dernière vidéo produite par Jenaan Investment, basé aux EAU, à propos de sa nouvelle exploitation agricole au Soudan, qui est immense, high-tech et complètement opérationnelle.[11]

La Chine, le Japon et la Corée du Sud ont aussi conservé leurs politiques officielles sur l'agriculture à l'étranger dans le cadre de leur stratégie de sécurité alimentaire. Cela se traduit essentiellement par un soutien à leurs entreprises nationales, qui ne se contentent pas d'acheter des terres à l'étranger mais, et c'est tout aussi important, s'assurent d'un contrôle sur les routes commerciales pour renvoyer les produits agricoles chez eux et concurrencer les grandes multinationales occidentales sur les marchés mondiaux. L'Afrique reste une partie, petite mais importante, de l'accaparement des terres visant à la sécurité alimentaire, bien que ces entreprises visent actuellement des zones plus accessibles comme le Brésil et l'Australie.



L'homme d'affaires portugais et pilote de course amateur Miguel Amaral a commencé à acheter des terres agricoles en 2007. Ses opérations au Mozambique ont été vendues et Quifel, sa société, a disparu d'Angola et de Sierra Leone.

### ***Le développement de l'agro-industrie est le principal objectif***

Même si le battage médiatique autour de la sécurité alimentaire s'est dissipé, le bon vieux développement de l'agro-industrie pour engranger des profits est maintenant la stratégie privilégiée. La nouvelle base de données en fournit un sombre tableau, avec des entreprises qui intègrent leurs activités à la fois horizontalement et verticalement. Des entreprises agroalimentaires comme le chinois COFCO se développent en s'engageant plus fortement dans l'agriculture elle-même. En outre, d'autres sociétés se lancent dans l'agro-industrie et de nouveaux financements affluent. Géographiquement, les plantations s'étendent sur de nouveaux territoires.

Les plantations de palmiers à huile sont à elles seules responsables d'une grande partie des accaparements de terres dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture au cours de ces dernières années. Une bonne partie de ce développement est impulsé par des conglomérats asiatiques comme Wilmar, Olam et Sime Darby, qui se taillent de vastes domaines en Afrique ainsi qu'en Amérique latine, en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Les gouvernements jouent un rôle clé dans ce processus. Ils construisent des infrastructures, révisent les réglementations et concluent de nouveaux « partenariats publics-privés » qui

facilitent les investissements du secteur privé dans l'agriculture, notamment pour les acquisitions de terres agricoles. Ils signent également de nouveaux accords sur le commerce et les investissements et des dispositifs d'aides destinés à faciliter le développement de l'agro-industrie.

### ***Le secteur financier est un acteur de premier ordre***

Plusieurs des premiers acteurs du secteur financier ont maintenant complètement disparu, et d'autres sont restés très loin de leurs prévisions initiales. Le fonds spéculatif Galtere, basé à New York, en offre un bon exemple. En 2010, il annonçait qu'il mettrait en place un fonds d'acquisition de terres agricoles de 1 milliard de dollars. Galtere a acheté quelques exploitations agricoles au Brésil puis il a disparu de la circulation.

Mais de nouveaux acteurs du secteur financier apparaissent constamment. La plupart envisagent de profiter des vrais « poids lourds » parmi les investisseurs institutionnels : les fonds de pension. On a pu constater au cours de ces dernières années une croissance spectaculaire des investissements des fonds de pension dans les terres agricoles.[12] En 2008, seuls quelques fonds de pension investissaient dans les terres agricoles. En 2012, plusieurs autres manifestaient leur intérêt. Aujourd'hui, leur nombre a considérablement augmenté. Les fonds de pension sont la source d'une grande partie des capitaux des sociétés qui achètent des terres agricoles au niveau mondial. Certains, comme le fonds américain TIAA-CREF, disposent même de leurs propres activités agricoles.

Les institutions de financement du développement (IFD), les « cousines » à but lucratif des agences nationales d'aide au développement, constituent une autre catégorie d'acteurs du secteur financier. Les sociétés foncières agricoles éprouvent encore de sérieuses difficultés à lever des fonds auprès du secteur privé, les terres agricoles étant considérées comme un investissement risqué. Elles se tournent donc vers les IFD, parmi lesquelles beaucoup ont fait de « l'investissement dans l'agro-industrie » leur principale stratégie de développement agricole. Sans la participation de ces institutions, qui investissent dans des opérations d'accaparement de terres en utilisant l'argent des contribuables, il y aurait nettement moins de transactions dans notre base de données.

### ***Ces transactions sont soutenues par la finance offshore et illicite***

Les structures offshore et les flux financiers illicites jouent un rôle important dans les opérations actuelles d'accaparement des terres. Si nous avons indiqué l'origine des investisseurs étrangers en fonction de l'endroit où ils sont enregistrés, des paradis fiscaux comme les îles Caïmans ou Singapour seraient aux premiers rangs des pays accapareurs de terres ! Pratiquement toutes les sociétés qui accaparent des terres au Mozambique, par exemple, sont enregistrées à l'île Maurice. Même si elles peuvent être légales, ces structures offshore sont susceptibles de dissimuler de la corruption, de cacher les véritables propriétaires et de permettre aux sociétés d'éviter de payer des impôts.



Le développement de l'agro-industrie est le principal objectif. (Photo : Des riverains des plantations de Socfin se mobilisent en Côte d'Ivoire)

Les communautés et les organisations sur le terrain sont souvent les premières à remarquer que les sociétés qui achètent des terres agricoles ne sont pas tellement intéressées par l'agriculture et semblent s'être fixé des objectifs complètement différents, qu'il s'agisse de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale ou de soutirer les économies des gens. Par exemple, le britannique African Land Limited, qui a mis en place un dispositif pour vendre des terres agricoles en Sierra Leone, a été reconnu coupable de tromperie envers les investisseurs. Les agriculteurs et les éleveurs nomades locaux au Sénégal suspectent depuis longtemps l'entreprise Senhuile de blanchiment d'argent.[13] L'administration fiscale du Kenya a poursuivi pendant des années Karuturi, un des plus grands acheteurs de terres agricoles en Éthiopie, pour avoir utilisé des prix de transfert dans ses activités de floriculture dans ce pays.[14] Sans surprise, on retrouve plusieurs acheteurs de terres agricoles dans les Panama Papers, comme le milliardaire russe Rashid Sardarov, qui a acheté de vastes superficies de terres en Namibie.

Il n'est bien sûr pas facile de démontrer l'existence d'un lien entre un investissement dans les terres agricoles et de des actes de corruption ou de la criminalité.[15] En Colombie, la Cour des comptes du gouvernement elle-même estime que les trafiquants de drogue possèdent près de la moitié des terres agricoles du pays.[16] En Roumanie, les tribunaux ont poursuivi de nombreux investisseurs pour évasion fiscale et blanchiment d'argent. Plus récemment, plusieurs transactions conclues en Roumanie par la banque néerlandaise Rabobank ont fait l'objet d'enquêtes pour faux et escroquerie. Le gouvernement français lui-même surveille les capitaux flottants qui arrivent dans le secteur viticole du pays. Il n'est pas pourtant pas très fréquent de voir les accapareurs de terres derrière les barreaux.

L'investissement dans les terres agricoles est à tel point étroitement lié avec la finance offshore et illicite que nous sommes de plus en plus amenés à la conclusion que la « due diligence » est une farce : il est facile de s'en prévaloir mais elle s'avère souvent vide de sens. Au Cambodge, le géant thaïlandais du sucre Mitr Phol s'est constamment vanté de ses principes d'excellence, tout en étant accusé de confisquer illégalement des milliers d'hectares des communautés rurales. En 2015, la société s'est finalement retirée de ses plantations et les gouvernements du Cambodge et de l'UE essaient maintenant de procéder à un audit des concessions. Au Pérou, l'entreprise Plantaciones de Pucallpa, sous contrôle tchèque (un membre de la Table ronde sur le soja responsable, qui exige de ses membres



qu'ils réalisent une due diligence), a été impliquée dans une déforestation massive et des violations des droits de l'homme, et a finalement reçu l'ordre de cesser ses activités.[17] Au cours de l'année dernière seulement, Rabobank et TIAA-CREF, des acheteurs de terres agricoles considérés comme responsables et figurant a priori parmi les plus respectés dans le monde, ont été impliqués dans des cas d'accaparement de terres. Malgré leur déclarations ronflantes sur la due diligence, aussi bien Rabobank que TIAA-CREF se sont retrouvés à acheter des terres auprès d'hommes d'affaires véreux connus pour recourir à la fraude et à la corruption pour amasser des terres, en Roumanie pour l'un et au Brésil pour l'autre.

### ***Des zones géographiques réduites***

La cible géographique des investissements étrangers dans les terres agricoles est plus étroite dans la nouvelle base de données. Seules quelques transactions se sont poursuivies dans certains des principaux pays cibles initiaux comme le Mali, le Sénégal, le Soudan du Sud, l'Indonésie, le Pakistan, les Philippines et l'Argentine. En Amérique latine, des sociétés très actives il y a quelques années dans des transactions foncières faisant intervenir plusieurs pays, comme El Tejar, Calyx Agro (Louis Dreyfus) et Cresud ont eu des difficultés à parvenir à une rentabilité et ont fini par se retirer. L'attention s'est maintenant portée sur des pays dans lesquels l'agro-industrie est déjà implantée et dans lesquels l'environnement juridique favorise les investisseurs étrangers et les exportations (par ex. l'Australie) et des pays dans lesquels les infrastructures d'exportation sont déjà construites et où l'on peut obtenir pour un prix modique des superficies importantes (par ex. le Mozambique). De ce fait, la base de données actuelle montre que l'effervescence autour des investissements en Asie et en Amérique latine s'est dissipée, et que les régions les plus représentées sont l'Afrique, l'Europe de l'Est et le Pacifique.

Il y a aussi quelques relents de découpage colonial dans la création de ces nouvelles frontières, dans la mesure où certains pays favorisent les investissements dans des régions spécifiques. Les sociétés japonaises, soutenues par leur gouvernement, s'intéressent prioritairement au nord du Brésil et au Mozambique pour la production de soja. Les entreprises chinoises ont une politique agressive d'achats de terres agricoles en Nouvelle-Zélande et en Australie, ainsi que dans l'Extrême-Orient russe. Les terres agricoles de l'ouest de la Russie sont une destination privilégiée des sociétés européennes, tout comme la Roumanie et l'Ukraine. Les sociétés indiennes ont un penchant pour l'Éthiopie. Les entreprises françaises et portugaises favorisent leurs anciennes colonies en Afrique. (Les sociétés américaines et britanniques sont, toutefois, à peu près partout.

### ***Les accaparements de terres agricoles sont aussi des accaparements de ressources en eau***

L'accaparement mondial des terres agricoles continue de concerner autant les ressources en eau que les terres.[18] À quelques exceptions près, les transactions foncières de la base de données comportent un accès à l'eau. Dans de nombreux cas pour lesquels nous avons pu consulter les accords juridiques (comme au Mali, au Sénégal et au Cameroun) les droits à l'eau et d'accès à l'eau sont explicitement garantis dans le texte. Cela ne signifie pourtant pas que des transactions foncières n'interviennent que lorsque l'eau est abondante. Un nombre effrayant d'activités consommatrices d'eau sont installées dans des zones de conflits liés à l'eau (par ex. le long du Nil), en amont de communautés dépendantes de l'eau (par ex. le projet de la rivière Lurio au Mozambique), ou situées sur des réserves souterraines non renouvelables (par ex. au Soudan). Quand la sécheresse frappe, comme

elle l'a fait dans une grande partie de l'Asie et de l'Afrique au premier semestre 2016, les communautés qui vivent près de ces plantations voient leur accès à l'eau s'évaporer. C'est ce qui se passe couramment dans les communautés qui vivent à proximité des nouvelles plantations de canne à sucre au Cambodge et dans la vallée inférieure de l'Omo en Éthiopie.

## **GRAIN ou Land Matrix ?**

Il existe un certain nombre d'autres bases de données sur ce qu'on appelle parfois – en termes dépolitisés – les « acquisitions de terres à grande échelle ». Actuellement, la plus connue de ces bases de données est Land Matrix, qui a été lancée par l'International Land Coalition.[19] La gestion de Land Matrix est assurée par des chercheurs professionnels qui travaillent dans cinq institutions européennes. Elle utilise fréquemment farmlandgrab.org comme source et, tout comme farmlandgrab.org, est assez complète.

Il existe plusieurs différences entre la base de données de Land Matrix et celle de GRAIN. Les données de Land Matrix sont mises à jour quotidiennement et changent chaque jour. Les transactions qui sont révisées sont aussi mises hors ligne pendant un certain temps. De ce fait, les données de Land Matrix sont en quelque sorte une cible mouvante. Ce que vous y trouvez un jour n'y est pas nécessairement le lendemain. La base de données de GRAIN, en revanche, donne une l'image instantanée, fixe, à un moment donné dans le temps.

La base de données de Land Matrix a un champ d'investigation plus large et des définitions légèrement différentes. Il est vrai que vous pouvez filtrer les transactions de Land Matrix qui correspondent grosso modo à ce qui est couvert par la base de données GRAIN (accaparements de terres transnationaux pour la production alimentaire, au-dessus d'une certaine taille) si vous voulez comparer les deux. Mais il subsiste des différences. Par exemple, GRAIN inclut les projets de biocarburants (à l'exception des cultures de jatropha) à l'intérieur des transactions à visée alimentaire parce que nous savons que la canne à sucre, le maïs et l'huile de palme peuvent arriver dans une filière alimentaire selon les prix des produits de base au moment de la récolte ou d'autres facteurs. Land Matrix, tout en reconnaissant la double fonction de ces cultures, classe ces transactions à part.

Mais les bases de données ne sont pas très éloignées l'une de l'autre au niveau du tableau global. Début 2016, la base de données Land Matrix contenait 1 100 transactions représentant 38 millions d'hectares, parmi lesquelles la vaste majorité (74 %) étaient destinées à l'alimentation et à l'agriculture.[20] La nouvelle base de données de GRAIN porte sur 491 transactions couvrant environ 30 millions d'hectares, exclusivement pour l'alimentation et l'agriculture.

## **Une source d'espoir : la résistance se développe**

Les données dont nous disposons aujourd'hui montrent l'ampleur et le rythme de l'expansion de l'agro-industrie. Elles soulignent aussi l'inefficacité de ces investissements au sens où ils ne contribuent pas beaucoup à résoudre la pauvreté du monde rural ou à réduire la faim dans le monde. Mais elles montrent surtout la formidable résistance qui se développe pour s'opposer à ces transactions. Dans chacune de ces affaires, nous assistons à une farouche opposition à ces investissements de la part des communautés locales et des organisations qui les soutiennent. Cette résistance découle de conflits sur les revendications des terres et des territoires, et apparaît lorsque les entreprises abattent les forêts, creusent

dans des lieux de sépulture, clôturent des zones de pâturages et polluent l'air et l'eau. Elle se développe lorsque les forces de sécurité se heurtent aux communautés et lorsque les hommes de loi harcèlent la société civile, les militants et les journalistes. Elle aboutit souvent à des morts et laisse les populations traumatisées. La pression qui accompagne ces transactions est intense et les enjeux sont importants pour tous ceux qui sont impliqués.



La résistance se développe. (Photo : Mocase - Argentine)

Différents groupes dans le monde ont lancé des campagnes pour bloquer à la source le financement des accaparements de terres, qu'il provienne de la Banque mondiale, de gouvernements européens, de fonds de pension ou des actionnaires de grandes entreprises. Certains de ces efforts ont réussi à bloquer des prêts (par ex. à Calyx Agro en Amérique latine) ou à plaider en faveur d'un désinvestissement (par ex. Ecoenergy en Tanzanie) tandis que d'autres continuent d'exercer leur influence dans les sphères du pouvoir (par ex. les gouvernements engagés dans Feronia, en RDC). Certains groupes se concentrent sur le travail juridique, qu'ils s'agisse d'attaquer les accapareurs de terres devant les tribunaux (par ex. Wilmar) ou de créer un espace politique public (par ex. par le biais des Églises africaines ou des parlements) pour réécrire les réglementations en faveur des communautés et les faire appliquer. Ce type de travail prend actuellement de l'ampleur, que ce soit en Éthiopie ou en Sierra Leone, et les militants apprennent à puiser dans les ressources juridiques, à s'appuyer sur des groupes de soutien et à utiliser des outils de financement participatif pour développer la sensibilisation et le soutien aux dirigeants communautaires emprisonnés et à leurs familles.

La résistance se développe également au fur et à mesure que les barrières entre les différentes luttes disparaissent. Au Sénégal, par exemple, les organisations d'agriculteurs soutiennent les éleveurs nomades qui sont les premiers touchés par certains projets. Au Mali, des groupes urbains déplacés par des projets de développement industriel sont maintenant les premiers à se rendre dans les zones rurales pour aider les agriculteurs à défendre leurs terres. De la même manière, les communautés de différents pays dans lesquels la même entreprise est en train de prendre le contrôle des terres (par ex. Dominion Farm), se réunissent pour profiter de l'expérience des autres et se soutenir mutuellement, parfois grâce à des alliances bien structurées (par ex. autour de Socfin/Bolloré). Des gens s'engagent aussi dans des luttes plus transversales, par exemple en créant une solidarité entre ceux qui luttent contre les initiatives sur les biocarburants et ceux qui combattent des

projets miniers.

La résistance contre l'accaparement des terres est à l'avant-garde de beaucoup de luttes actuelles en faveur d'une transformation sociale, politique et économique, en mettant sur la défensive les entreprises et gouvernements complices d'accaparement de terres. Il est donc d'autant plus essentiel d'éviter des pièges comme celui de « l'investissement responsable ». Nous devons continuer à nous concentrer sur l'arrêt de l'expansion de l'agro-industrie, sur la résolution du problème à sa racine. Comme le montre cette nouvelle étude, l'accaparement des terres agricoles au niveau mondial est massif et il repousse ses frontières. Nous devons redoubler nos efforts de résistance afin que plus de terres puissent rester sous le contrôle des communautés productrices de denrées alimentaires.

---

### **Pour aller plus loin :**

#### **PDF :**

[Cliquer ici pour télécharger le rapport en PDF](#)

[Cliquer ici pour télécharger l'Annexe 1. Transactions foncières \(liste complète des transactions actuelles\) en format PDF](#)

[Cliquer ici pour télécharger l'Annexe 2. Transactions foncières supprimées de la base de données \(liste des transactions qui ont été retirées de la base de données principale, pour cause de vente, d'annulation ou de manque d'informations récentes\) en form](#)

#### **XLS :**

[Cliquer ici pour télécharger la base de données principale des transactions foncières actuelles sous forme de tableau Excel](#)

[Cliquer ici pour télécharger la base de transactions supprimées sous forme de tableau Excel](#)

### **Ou voir les tableaux ci-dessous\*:**

*\*Pour les références, veuillez contacter [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)*

[1] Consultable sur : <https://www.grain.org/e/140>

[2] Consultable sur : <https://www.grain.org/e/140>

[3] Consulter l'indice des prix alimentaires de la  
FAO : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex>

[4] Karlos Manlupig, Germelina Lacorte et Williamor Magbanua, « Cops, farmers clash in Kidapawan ;

2 dead », *Philippine Daily Inquirer*, 2 avril

2016, <http://newsinfo.inquirer.net/777439/cops-farmers-clash-in-kidapawan-2-dead>

[5] GRAIN, « Le piège de l'investissement agricole socialement responsable », 14 octobre

2015, <https://www.grain.org/e/5309>

[6] Voir : GRAIN, « Planète huile de palme », 22 septembre 2014, <https://www.grain.org/e/5029> et

Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, GRAIN, Inter Pares et Solidarity Sweden-Latin America, « Fonds de pension étrangers et accaparement des terres au Brésil », 16 novembre

2015, <https://www.grain.org/e/5337>

[7] Voir : GRAIN, « Affamés de terres : les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un

quart de l'ensemble des terres agricoles », 28 mai 2014, <https://www.grain.org/e/4960>

[8] Consultable

sur : <https://www.grain.org/media/BAhbBlSgOgZmSSI3MjAxMS8wNi8zMC8xNI8wMV8zNF80MTNfbGFuZGdyYWJfMjAwOF9l9hbm5leC5wZGYGOgZFVA/landgrab-2008-en-annex.pdf>

[9] Consultable sur : <https://www.grain.org/e/4482>

[10] Kamahl Santamaria, « Counting the cost », interview avec le PDG de Hassad Food, Al Jazeera, 3 avril

2016, <http://www.aljazeera.com/programmes/countingthecost/2016/04/food-economics-world-vegan-160402140953750.html>

[11] Documentaire en anglais de Jenaan Investment, 22 décembre

2015, <https://youtu.be/odsWZGyIMGQ>

[12] GRAIN, « Les fonds de pensions : des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles », 20 juin 2011, <https://www.grain.org/e/4288>

[13] Voir CRAFS, GRAIN et Re:Common, « Qui est derrière Senhuile-Senethanol ? », 8 novembre

2013, <https://www.grain.org/e/4814> et <http://www.farmlandgrab.org/cat/show/828> pour le suivi.

[14] Les parties sont finalement parvenues à un accord à l'amiable. Voir : Tax Justice Network et al.,

« Karuturi poursuit son déclin », 9 octobre 2014, <https://www.grain.org/e/5056>

[15] Voir : CRAFS, GRAIN et Re:Common, « Qui est derrière Senhuile-Senethanol ? », op. cit. (Annexe 1 : Accaparement des terres, corruption et criminalité d'entreprise) pour une liste détaillée d'exemples.

[16] CRAFS, GRAIN et Re:Common, « Qui est derrière Senhuile-Senethanol ? », op. cit. (Voir l'Annexe 1 : Accaparement des terres, corruption & criminalité d'entreprise)

[17] Forest Peoples Programme, « RSPO orders palm oil company to stop work in Shipibo territory in the Peruvian Amazon », 26 avril 2016, <http://www.forestpeoples.org/topics/agribusiness/news/2016/04/press-release-rspo-orders-palm-oil-company-stop-work-shipibo-territ>

[18] Pour retrouver une longue liste d'articles sur cette question, voir la section « eau » du site farmlandgrab.org : <http://www.farmlandgrab.org/cat/show/799>

[19] Consultable sur : <http://www.landmatrix.org>

[20] Althoff et al., « 'Land grabs' operationalised ? », présentation à la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, Washington DC, 14 - 18 mars 2016, [https://www.conftool.com/landandpoverty2016/index.php/Althoff-674-674\\_paper.pdf?page=downloadPaper&filename=Althoff-674-674\\_paper.pdf&form\\_id=674&form\\_version=final](https://www.conftool.com/landandpoverty2016/index.php/Althoff-674-674_paper.pdf?page=downloadPaper&filename=Althoff-674-674_paper.pdf&form_id=674&form_version=final)

La source originale de cet article est [grain.org](http://grain.org)  
Copyright © [Grain](http://grain.org), [grain.org](http://grain.org), 2016

---

Articles Par : **[Grain](http://grain.org)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)